



PLAN DE LUTTE POUR PRÉVENIR ET TRAITER LA VIOLENCE ET L'INTIMIDATION À L'ÉCOLE

Nous comptons sur l'implication de tous pour que l'école soit un milieu d'apprentissage sain, sécuritaire, positif et bienveillant.

Centre de services scolaire de Kamouraska–Rivière-du-Loup

Nom(s) de(s) l'école(s) : Sacré-Coeur

Année scolaire : 2024-2025

Mise en contexte

La *Loi sur l'instruction publique* (LIP) prévoit que chacun des établissements d'enseignement publics ou privés réalise un plan de lutte. Celui-ci doit notamment prévoir **une analyse de la situation** de l'école; des **mesures de prévention** visant à contrer toutes formes d'intimidation ou de violence et de **tout acte de violence à caractère sexuel**; des mesures visant à favoriser la **collaboration des parents** à l'établissement d'un milieu d'apprentissage sain et sécuritaire; des modalités applicables pour effectuer un **signalement**; des **actions** qui doivent être prises lorsqu'un acte d'intimidation et de violence est constaté; des mesures visant à assurer la **confidentialité**; des **mesures de soutien et d'encadrement pour les élèves impliqués**; des **sanctions disciplinaires** applicables dans un tel cas et le **suivi** qui doit être donné à tout signalement et à toute plainte en ce sens (LIP, 2012).

Tout membre du personnel d'une école doit collaborer à la mise en œuvre du plan de lutte contre l'intimidation et la violence et veiller à ce qu'aucun élève de l'école à laquelle il est affecté ne soit victime d'intimidation ou de violence. (Art. 75.3)

Intimidation, violence et violence à caractère sexuel? ¹

Intimidation : Tout comportement, parole, acte ou geste délibéré ou non à caractère répétitif, exprimé directement ou indirectement, y compris dans le cyberspace, dans un contexte caractérisé par l'inégalité des rapports de force entre les personnes concernées, ayant pour effet d'engendrer des sentiments de détresse et de léser, opprimer ou ostraciser.

Violence : Toute manifestation de force, de forme verbale, écrite, physique, psychologique ou sexuelle, exercée intentionnellement contre une personne, ayant pour effet d'engendrer des sentiments de détresse, de la léser, de la blesser ou de l'opprimer en s'attaquant à son intégrité ou à son bien-être psychologique ou physique, à ses droits ou à ses biens.

Violence à caractère sexuel : Toute forme de violence commise par le biais de pratiques sexuelles ou ciblant la sexualité, dont l'agression sexuelle. Cette notion s'entend également de toute autre inconduite qui se manifeste notamment par des gestes, paroles, comportements ou attitudes à connotation sexuelle non désirés, incluant celle relative aux diversités sexuelles ou de genre, exprimés directement ou indirectement, y compris par un moyen technologique.

¹ Ces définitions sont inscrites dans la *Loi sur l'instruction publique* et servent de référence pour toutes les écoles du Québec.

Les 9 composantes du plan de lutte

1. Portrait de l'école et analyse de la situation (LIP art. 75.1.1)

En mai 2024, le personnel scolaire a complété le questionnaire sur le climat scolaire et la violence à l'école.

Il en ressort que :

- Les règles sont claires à 97%;
- L'équipe de direction intervient efficacement dans la gestion de la violence à 100%;
- La surveillance est adéquate à 73%;
- 73% du personnel se sent suffisamment efficace lorsqu'il doit intervenir en situation de violence envers lui-même;
- Le personnel identifie que les besoins de formations afin de mieux intervenir sont :
 - Connaissances et interventions concernant les diverses formes de violence
 - Résolution de conflits
 - Intervention en situation de crise
 - Développement des habiletés socioémotionnelles des élèves

Aussi, différents questionnaires ont été complétés au mois de mai 2023, afin de mettre le portrait de notre école à jour :

- Environ 125 élèves de 1^{re} à 3^e année ont répondu au questionnaire sur le Climat scolaire et bien-être à l'école;
- 132 élèves de 4^e à 6^e année ont répondu au questionnaire sur la sécurité et la violence à l'école (QSVE-R);
- 49 membres du personnel de l'école ont répondu au questionnaire sur la sécurité et la violence à l'école (QSVE-R).

Climat scolaire :

Les élèves sont d'accord pour dire à :

- 97% que les enseignants de notre école aident les élèves à bien réussir;
- 96% qu'ils ont des amis à notre école;
- 93% qu'ils ont une bonne relations avec les enseignants de l'école;
- 93% que les adultes interviennent si un élève en frappe un autre;
- 92% que les règles concernant la violence à l'école sont claires;
- Seulement 50% qu'ils participent à l'organisation d'activités de prévention de la violence;
- Seulement 61% qu'ils sont consultés lors de prise de décision importantes.

Lieux les plus à risque :

- 69% des élèves et 82% du personnel croient qu'il y a souvent de la violence sur le terrain de l'école;
- 34% des élèves et 61% du personnel croient qu'il y a souvent de la violence au service de garde;
- 37% des élèves et 43% du personnel croient qu'il y a souvent de la violence dans le quartier (incluant les terrains municipaux)

Manifestations de violence :

- Les insultes sont observées souvent ou très souvent par 79,5% des élèves et 73,4% du personnel;
- L'impolitesse envers les adultes est observée souvent ou très souvent par 50% des élèves et 61,5% du personnel;
- Les insultes à connotation sexuelle sont observées souvent ou très souvent par 48,5% des élèves;
- Le vandalisme est observé souvent ou très souvent par 32,6% du personnel;
- La violence indirecte électronique a été vécue par moins de 5% de nos élèves.

Faits saillants au regard des manifestations de violence et d'intimidation (ex. le nombre de plaintes).

Moins de 5 situations ont été retenues et traitées en 2023-2024.

Faits saillants au regard des manifestations de violence à caractère sexuel (ex. le nombre de plaintes de violence à caractère sexuel).

Aucune en 2023-2024.

Forces et défis identifiés à la suite de l'analyse de la situation de votre école :

Forces:

Le climat scolaire est dans l'ensemble très bon : les élèves ont une bonne relation avec les enseignants, ont des amis et sentent que les enseignants sont là pour les aider à réussir.

L'offre d'activités parascolaires, surtout musicale et sportive, est en place.

Participation positive des parents et de l'OPP à la vie scolaire.

Belle collaboration avec le service de garde. Rencontres bi-mensuelles entre le comité encadrement de l'école et la responsable du service de garde.

Défis :

La surveillance à l'extérieur et la résolution de conflits au service de garde et à l'école.

Le faible sentiment d'efficacité du personnel en situation de violence.

Le haut pourcentage d'insultes et d'impolitesse.

| Priorité d'action 1 | Priorité d'action 2 | Priorité d'action 3 |
|--|---|---|
| <p>Améliorer la surveillance à l'extérieur et la résolution de conflits au service de garde et à l'école.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Rigueur pour les zones de surveillances - Affichage des comportements attendus (nouveau code de vie) - Faire l'essai d'un système de communication pour les surveillances de récréations | <p>Augmenter le sentiment de confiance du personnel lors d'intervention en situation de violence :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Présentation du protocole d'intervention en situation de crise à tout le personnel - Formation Intervention Thérapeutique lors de Conduites Agressives (ITCA) pour quelques membres du personnel supplémentaire | <p>Diminuer les insultes et les impolitesse :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Enseigner une démarche commune de résolution de conflits - Mise en place d'une semaine de la diversité interculturelle - Ateliers sur le numérique et la cyberintimidation au 3^e cycle (organisme externe et policier-éducateur) |

2. Mesures de prévention (LIP art. 75.1.2)

Le plan de lutte doit inclure les mesures de prévention visant à contrer toute forme d'intimidation ou de violence motivée, notamment, par le racisme, l'orientation sexuelle, l'identité sexuelle, l'homophobie, un handicap ou une caractéristique physique (LIP, art. 75.1, par. 2).

Prévention universelle visant à contrer toute forme d'intimidation et de violence

Les règles de conduite et les mesures de sécurité sont présentées aux élèves lors d'une activité de formation sur le civisme que la direction de l'école doit organiser annuellement en collaboration avec le personnel de l'école. Elles sont transmises aux parents de l'élève au début de l'année scolaire. (LIP art. 76)

| Actions | Clientèle cible | Bilan (à compléter à la fin de l'année) | |
|---|---|--|---|
| | | <input type="checkbox"/> Réalisé <input type="checkbox"/> Partiellement réalisé <input type="checkbox"/> Non réalisé | <input type="checkbox"/> À poursuivre <input type="checkbox"/> À retirer |
| Programme Hors Piste sur les compétences psychosociales et le bien-être psychologique | Élèves préscolaire 4 ans à 6 ^e année | <input type="checkbox"/> Réalisé <input type="checkbox"/> Partiellement réalisé <input type="checkbox"/> Non réalisé | <input type="checkbox"/> À poursuivre <input type="checkbox"/> À retirer |
| Brigadiers scolaires (élèves du 3 ^e cycles) assurent des déplacements sécuritaires | Élèves du préscolaire et du 1 ^{er} cycle | <input type="checkbox"/> Réalisé <input type="checkbox"/> Partiellement réalisé <input type="checkbox"/> Non réalisé | <input type="checkbox"/> À poursuivre <input type="checkbox"/> À retirer |
| Système d'autonomie et de responsabilisation Les Experts (école) et Les Charlipros (service de garde) | Élèves de 1 ^{re} à 6 ^e année | <input type="checkbox"/> Réalisé <input type="checkbox"/> Partiellement réalisé <input type="checkbox"/> Non réalisé | <input type="checkbox"/> À poursuivre <input type="checkbox"/> À retirer |
| Système de renforcement Les diamants de la direction | Élèves préscolaire 4 ans à 6 ^e année | <input type="checkbox"/> Réalisé <input type="checkbox"/> Partiellement réalisé <input type="checkbox"/> Non réalisé | <input type="checkbox"/> À poursuivre <input type="checkbox"/> À retirer |
| Salon étudiant / récréations animées | Élèves de 1 ^{re} à 6 ^e année | <input type="checkbox"/> Réalisé <input type="checkbox"/> Partiellement réalisé <input type="checkbox"/> Non réalisé | <input type="checkbox"/> À poursuivre <input type="checkbox"/> À retirer |
| Bilan (explications complémentaires) | | | |

Prévention ciblée visant à contrer toute forme d'intimidation et de violence

| Actions | Clientèle cible | Bilan (à compléter à la fin de l'année) | |
|--|------------------------------|--|---|
| | | <input type="checkbox"/> Réalisé <input type="checkbox"/> Partiellement réalisé <input type="checkbox"/> Non réalisé | <input type="checkbox"/> À poursuivre <input type="checkbox"/> À retirer |
| Sous-groupes d'habiletés sociales et de gestion des émotions | Sous-groupes d'élèves ciblés | <input type="checkbox"/> Réalisé <input type="checkbox"/> Partiellement réalisé <input type="checkbox"/> Non réalisé | <input type="checkbox"/> À poursuivre <input type="checkbox"/> À retirer |
| Locaux d'apaisement (école et service de garde) | Élèves ciblés | <input type="checkbox"/> Réalisé <input type="checkbox"/> Partiellement réalisé <input type="checkbox"/> Non réalisé | <input type="checkbox"/> À poursuivre <input type="checkbox"/> À retirer |
| Protocole d'encadrement personnalisé / prévention active | Élèves ciblés | <input type="checkbox"/> Réalisé <input type="checkbox"/> Partiellement réalisé <input type="checkbox"/> Non réalisé | <input type="checkbox"/> À poursuivre <input type="checkbox"/> À retirer |
| Salle multisensorielle | Élèves ciblés | <input type="checkbox"/> Réalisé <input type="checkbox"/> Partiellement réalisé <input type="checkbox"/> Non réalisé | <input type="checkbox"/> À poursuivre <input type="checkbox"/> À retirer |
| Récréations rééducatives | Élèves ciblés | <input type="checkbox"/> Réalisé <input type="checkbox"/> Partiellement réalisé <input type="checkbox"/> Non réalisé | <input type="checkbox"/> À poursuivre <input type="checkbox"/> À retirer |
| Bilan (explications complémentaires) | | | |

Prévention visant à contrer toute violence à caractère sexuel

La transmission des contenus obligatoires en matière de prévention de la violence à caractère sexuel est mise en place dans les écoles au sein des ateliers d'éducation à la sexualité. Ces derniers sont donnés par les enseignants et les travailleurs sociaux au primaire, et par les enseignants et les organismes CALACS, Trajectoires Hommes et l'Autre-Toit du KRTB au secondaire.

| Actions | Clientèle cible | Bilan |
|---|--|-------------|
| Prévention des agressions sexuelles | Tous les élèves de 1 ^{re} année | Obligatoire |
| Prévention des agressions sexuelles | Tous les élèves de 3 ^e année | Obligatoire |
| Sécurité personnelle | Tous les élèves de 5 ^e année | Obligatoire |
| Sécurité en ligne | Tous les élèves de 6 ^e année | Obligatoire |
| Consentement sexuel | Tous les élèves de secondaire 1 | Obligatoire |
| Trajectoires amoureuses / Consentement et violence sexuelle | Tous les élèves de secondaire 2 | Obligatoire |
| Prévention et dénonciation des agressions sexuelles / Attitudes aidantes et recherche de ressources | Tous les élèves de secondaire 2 | Obligatoire |
| Violence dans les relations intimes / Consentement et violence sexuelle / Violence conjugale | Tous les élèves de secondaire 4 | Obligatoire |
| Agentivité sexuelle et affirmation de soi | Tous les élèves de secondaire 5 | Obligatoire |
| | | |

3. Collaboration des parents (LIP art. 75.1.3)

- L'école s'engage à informer les parents des situations de violence ou d'intimidation pour lesquelles leur enfant a été impliqué, que ce soit à titre de victime ou d'auteur et au besoin de témoin.
- Diffusion du plan de lutte aux parents sur le site Web de l'école au plus tard le 30 novembre de chaque année. Un délai est autorisé pour l'année scolaire 2023-2024.
- Diffusion du bilan du plan de lutte sur le site Web de l'école au plus tard le 1^{er} juillet 2024.
- Diffusion du code de vie, selon les modalités choisies par l'école.

Précisions pour les violences à caractère sexuel

L'école s'engage à informer les parents des nouvelles dispositions au plan de lutte en lien avec les violences à caractère sexuel dès la prise de connaissance des nouvelles informations qui seront fournies par le ministère de l'Éducation en cours d'année.

4. Modalités pour effectuer un signalement (LIP art. 75.1.4)

- o Une personne (élève, parent ou membre du personnel) qui a été témoin ou avisé d'un acte de violence ou d'intimidation doit s'adresser à la direction de son école pour dénoncer la situation. Si la personne décide de se confier à une personne de confiance, cette dernière doit en informer rapidement la direction d'école. Elle peut également dénoncer une utilisation de médias sociaux ou de technologies de communication à des fins de cyberintimidation.
- o L'école fait connaître ses modalités de signalement en début d'année.

Précisions pour les violences à caractère sexuel

- o Les mêmes modalités s'appliquent que lors d'une situation de violence ou d'intimidation. Dans le cas de violence à caractère sexuel, les signalements pourront être acheminés directement au protecteur régional de l'élève et seront traités de façon urgente. Consulter la section « Faire un signalement » sur le site du CSS.

5. Actions à prendre à la suite d'un geste d'intimidation et de violence ou qu'un signalement ou une plainte est transmis à l'établissement par le protecteur régional de l'élève (LIP art. 75.1.5)

- o Évaluer rapidement la situation (nature, personnes impliquées, gravité, durée, niveau de détresse des personnes concernées, etc.).
- o Assurer la sécurité immédiate des élèves.
- o Recueillir des renseignements complémentaires, s'il y a lieu.
- o Informer les parents de la situation et offrir une rencontre au besoin.
- o Appliquer des mesures de soutien et d'encadrement pour la victime, le témoin et l'auteur (voir section 7).
- o Appliquer, au besoin, des sanctions disciplinaires pour l'auteur (voir section 8).
- o Consigner l'information.
- o La direction de l'école transmet au directeur général du centre de services scolaire, au regard de chaque plainte relative à un acte d'intimidation, un **rapport sommaire** qui fait état de la nature des événements qui se sont produits et du suivi qui leur a été donné via la plateforme ÉVIO.

Précisions pour les violences à caractère sexuel

- o Une attention particulière doit être apportée.
- o Les intervenants doivent se référer à l'Entente multisectorielle relative aux enfants victimes d'abus sexuels, d'abus physiques ou négligence grave.
- o Colliger les informations au rapport sommaire sur les plaintes ou signalements relativement à un acte de violence à caractère sexuel et l'envoyer au protecteur régional de l'élève.
- o Collaborer avec le protecteur régional de l'élève.

6. Mesures pour assurer la confidentialité (LIP art. 75.1.6)

- o Toute information reçue sera traitée de façon respectueuse et confidentielle. Seulement les personnes impliquées seront avisées.
- o La loi sur le Protecteur national de l'élève accorde une protection contre les représailles aux personnes qui effectueront un signalement.
- o Sensibiliser le personnel aux actions à poser pour assurer la confidentialité.
- o Identifier un lieu confidentiel pour rencontrer les personnes impliquées.

Précisions pour les violences à caractère sexuel

- Le nombre de personnes informées demeure restreint conformément à l'Entente multisectorielle, seules les personnes essentielles au dossier sont mises au courant de la situation.
- S'assurer de ne consigner que les informations nécessaires, de façon confidentielle dans les documents papiers et informatisés, et de resserrer les accès afin que seules les personnes essentielles au dossier puissent accéder à ces données.

7. Mesures de soutien ou d'encadrement offertes aux élèves impliqués (LIP art. 75.1.7)

L'élève qui est victime :

- Rencontrer la victime et lui offrir le soutien et l'accompagnement nécessaires selon le contexte. Selon la situation et les besoins de la victime, mettre en place des mesures de protection.
- Suggérer des stratégies pour faire face aux situations d'intimidation.
- Référer aux intervenants de l'école, au besoin.
- Collaborer avec les parents et les partenaires externes, au besoin.

L'élève qui est témoin :

- Rencontrer les témoins (élèves et adultes) et leur offrir soutien et accompagnement selon la situation.

L'élève qui est auteur :

- Définir des stratégies pour mettre fin à la situation et déterminer avec l'élève et ses parents des engagements à prendre en vue d'empêcher la répétition de tout acte d'intimidation ou de violence.
- Référer aux intervenants de l'école, au besoin.
- Rédiger un plan d'intervention, au besoin.
- Référer à une ressource externe ou collaborer avec des partenaires (CISSS, policier scolaire, etc.).
- Appliquer les interventions prévues au code de vie de l'école.

Précisions pour les violences à caractère sexuel

- Le même type d'accompagnement pourra être mis en place à la suite de l'intervention de la DPJ. Selon le cas, il est possible de faire appel à des organismes externes.

8. Sanctions disciplinaires ou mesures correctives (LIP art. 75.1.8)

Le plan d'action doit inclure les sanctions disciplinaires applicables spécifiquement au regard des actes d'intimidation ou de violence qui seront déterminés après l'analyse de la situation (durée, fréquence, intensité, gravité, légalité, caractère répétitif) :

- Rencontre avec la direction, accompagnée ou non des parents;
- Geste de réparation;
- Processus de réflexion;
- Rencontre de médiation;
- Références à des services internes ou externes;
- Toutes autres mesures disciplinaires pertinentes selon la situation.

Précisions pour les violences à caractère sexuel

- o Les interventions seront mises en place à la suite de l'analyse et le caractère spécifique de la situation.

9. Mesures pour le suivi des signalements (LIP art. 75.1.9)

- o Planifier des rencontres de suivi avec les personnes concernées pour s'assurer que les actes d'intimidation et de violence ont pris fin;
- o Communication de l'évolution du dossier aux adultes et élèves concernés dans le respect de la confidentialité;
- o Maintien de la collaboration avec les parents.

Précisions pour les violences à caractère sexuel

- o Les interventions seront mises en place à la suite de l'analyse et le caractère spécifique de la situation. Demander aux enseignants une vigilance particulière de la situation de l'élève pour les semaines suivantes.

Autres informations : Violence à caractère sexuel

Activités de formation obligatoires pour les membres de la direction et les membres du personnel et tout intervenant externe appeler à être en contact avec les élèves

Une offre de formation est à venir en 2023-2024 par le ministère de l'Éducation.

Mesures de sécurité qui visent à contrer les violences à caractère sexuel

La liste des mesures de sécurité sera fournie par le ministère de l'Éducation.

Informations générales

Membres de la direction : Joëlle Hudon

Membres du comité : Katia Villeneuve, TTS
Laurie Lévesque, psychoéducatrice
Joëlle Hudon, direction
Martine Thériault, enseignante

L'établissement dépose une copie du plan de lutte contre l'intimidation et la violence sur le site Internet de l'école. Les plans de lutte sont également envoyés au Secrétariat général, qui achemine une copie au protecteur national de l'élève.

Date d'adoption du plan de lutte par le CÉ (Art.75.1) : 23-09-2024

Date d'évaluation annuelle des résultats (bilan) par le CÉ (Art. 83.1) : _____

Date de révision annuelle du plan de lutte (Art. 75.1) : _____

¹ Canevas élaboré par Sylvie Lavertu, psychoéducatrice SEJ et agente pivot du CSS de Kamouraska-Rivière-du-Loup et David Ouellet, coordonnateur des SÉJ.

